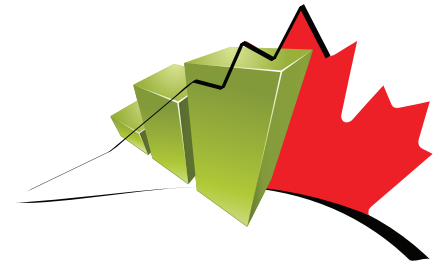


Rapports économiques et sociaux

Développements récents de l'économie canadienne : printemps 2026



par Guy Gellatly et Carter McCormack

Date de diffusion : le 22 avril 2026



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

Comment obtenir d'autres renseignements

Pour toute demande de renseignements au sujet de ce produit ou sur l'ensemble des données et des services de Statistique Canada, visiter notre site Web à www.statcan.gc.ca.

Vous pouvez également communiquer avec nous par :

Courriel à infostats@statcan.gc.ca

Téléphone entre 8 h 30 et 16 h 30 du lundi au vendredi aux numéros suivants :

- | | |
|---|----------------|
| • Service de renseignements statistiques | 1-800-263-1136 |
| • Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants | 1-800-363-7629 |
| • Télécopieur | 1-514-283-9350 |

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle que les employés observent. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées sur le site www.statcan.gc.ca sous « Contactez-nous » > « [Normes de service à la clientèle](#) ».

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population du Canada, les entreprises, les administrations et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques exactes et actuelles.

Publication autorisée par la ministre responsable de Statistique Canada

© Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représenté par la ministre de l'Industrie, 2026

L'utilisation de la présente publication est assujettie aux modalités de l'[entente de licence ouverte](#) de Statistique Canada.

Une [version HTML](#) est aussi disponible.

This publication is also available in English.

Développements récents de l'économie canadienne : printemps 2026

par Guy Gellatly et Carter McCormack

DOI : <https://doi.org/10.25318/36280001202600400005-fra>

Le présent article offre un résumé intégré des récents changements survenus dans les domaines de la production, de l'emploi, du commerce international, des prix à la consommation et des finances des ménages. Il met en relief les variations observées dans les données économiques au cours de la deuxième moitié de 2025 et du début de 2026. On y examine la manière dont la situation économique a évolué dans le contexte des tensions commerciales entre le Canada et les États-Unis qui se poursuivent.

Le rapport se fonde sur des données accessibles au public en date du 2 avril 2026. Des renseignements mensuels sur l'évolution des marchés gouvernementaux, commerciaux et financiers, y compris des renseignements détaillés sur les droits de douane et les contre-mesures tarifaires, sont publiés dans les [Nouvelles économiques canadiennes](#) (Statistique Canada, s.d.). Un module de données intégré conçu pour appuyer l'analyse de la situation économique actuelle, est accessible grâce à l'[Outil de suivi de l'économie canadienne](#) (Statistique Canada, s.d.). Une présentation sur les changements dans l'économie du Canada alors que les tensions commerciales se développaient est accessible à [De la recherche aux connaissances : l'économie canadienne dans le contexte des récents développements du commerce entre le Canada et les États-Unis](#).

Aperçu

Après avoir repris de la vigueur au troisième trimestre de 2025, le produit intérieur brut réel a reculé, les entreprises ont réduit leurs stocks et la production manufacturière a diminué au quatrième trimestre. Les volumes d'exportation, soutenus par les expéditions d'or vers des pays autres que les États-Unis, ont repris une certaine vigueur après des baisses importantes observées plus tôt dans l'année, lorsque les droits de douane américains sur l'acier, l'aluminium et les véhicules automobiles canadiens restaient en vigueur. Les volumes d'importation ont légèrement augmenté au quatrième trimestre après avoir affiché une forte contraction au troisième trimestre. Les dépenses des ménages ont augmenté en raison de dépenses plus élevées en loyer et en services financiers. L'investissement des entreprises non résidentielles a augmenté à la fin de 2025, pendant que les dépenses en machines et équipements progressaient. Les investissements des administrations publiques ont continué de se renforcer, principalement grâce à l'augmentation des dépenses en systèmes d'armes.

Les conditions du marché du travail ont montré des signes d'amélioration au cours du second semestre de 2025, l'emploi ayant augmenté régulièrement de septembre à novembre. Le taux de chômage était de 6,8 % à la fin de l'année, après avoir été légèrement supérieur à 7 % en août et en septembre. Le taux d'emploi s'établissait à 60,9 % en décembre, en hausse par rapport au niveau le plus bas en quatre ans enregistré en août et chiffré à 60,5 %. Une grande partie de la croissance nette de l'emploi au cours des quatre derniers mois de 2025 s'est concentrée en Ontario et en Alberta. Plus récemment, les pertes d'emploi cumulées au cours des deux premiers mois de 2026, lesquelles reflètent des baisses importantes parmi les employés du secteur privé, ont pesé sur les perspectives du marché du travail. Les pertes nettes d'emplois au cours de cette période de deux mois se sont concentrées en Ontario et au Québec.

Après cinq mois consécutifs en dessous du point médian de la fourchette cible de la Banque du Canada, l'inflation globale des prix à la consommation a été supérieure à 2 % au cours des quatre derniers mois de 2025 et a atteint une moyenne de 2,3 % de septembre à décembre. La baisse des prix de l'énergie, qui reflète en partie l'élimination de la tarification du carbone pour les consommateurs en avril 2025, a exercé une pression à la baisse sur le taux global au cours de la seconde moitié de l'année. Pendant ce temps, la hausse des prix des produits d'épicerie a exercé une pression à la hausse sur l'inflation des prix à la consommation. Plus récemment, le taux global a affiché un léger recul pour s'établir à 2,3 % en janvier 2026 avant de ralentir et de chiffrer à 1,8 % en février. Bien que les droits de douane aient eu des répercussions directes et indirectes sur les prix de certains biens de consommation, leur incidence globale sur les prix à la consommation demeure difficile à évaluer.

La richesse des ménages a continué d'augmenter au cours de la deuxième moitié de 2025 et les marchés boursiers se sont renforcés. Le rythme des emprunts hypothécaires a légèrement augmenté au quatrième trimestre, tandis que la demande de dettes non hypothécaires a diminué. Bien que le ratio de la dette des ménages sur le marché du crédit par rapport au revenu disponible ait augmenté au cours des derniers trimestres, le ratio du service de la dette des ménages a légèrement diminué à la fin de 2025, lorsque les coûts d'intérêt ont diminué.

Auteurs

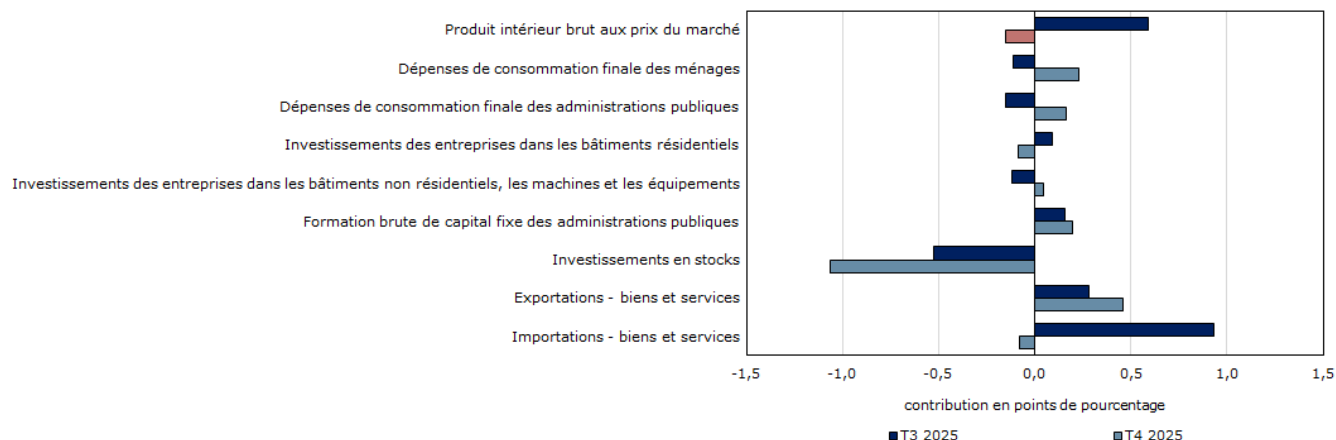
Guy Gellatly et Carter McCormack travaillent à la Division de l'analyse stratégique, des publications et de la formation, au sein de la Direction des études analytiques et de la modélisation de Statistique Canada.

Les réductions de stocks ont freiné la croissance à la fin de 2025 et les exportations ont continué de se rétablir

Après un retour à la croissance au troisième trimestre de 2025, le produit intérieur brut (PIB) réel a diminué de 0,2 % au quatrième trimestre, les retraits des stocks des entreprises ayant pesé sur la production. Les stocks ont diminué dans la fabrication et la vente de gros, tandis que les stocks de véhicules automobiles dans le secteur de la vente au détail ont également diminué¹. L'augmentation des exportations, des dépenses des ménages et des investissements de l'administration publique a partiellement compensé les réductions des stocks, tandis que l'investissement des entreprises non résidentielles s'est accru pour la première fois en quatre trimestres (graphique 1).

1. La réduction des stocks des entreprises a été un frein important à la croissance au quatrième trimestre, puisqu'elle a été à l'origine d'une baisse de 1,1 point de pourcentage de la variation trimestrielle du PIB réel. Mesurés sur une base annuelle, les stocks des entreprises non agricoles ont diminué en 2025 pour la première fois depuis 2020. Voir [Le Quotidien — Produit intérieur brut, revenus et dépenses, quatrième trimestre de 2025](#).

Graphique 1
Contributions à la croissance due PIB réel, certaines composantes, T3 2025 et T4 2025

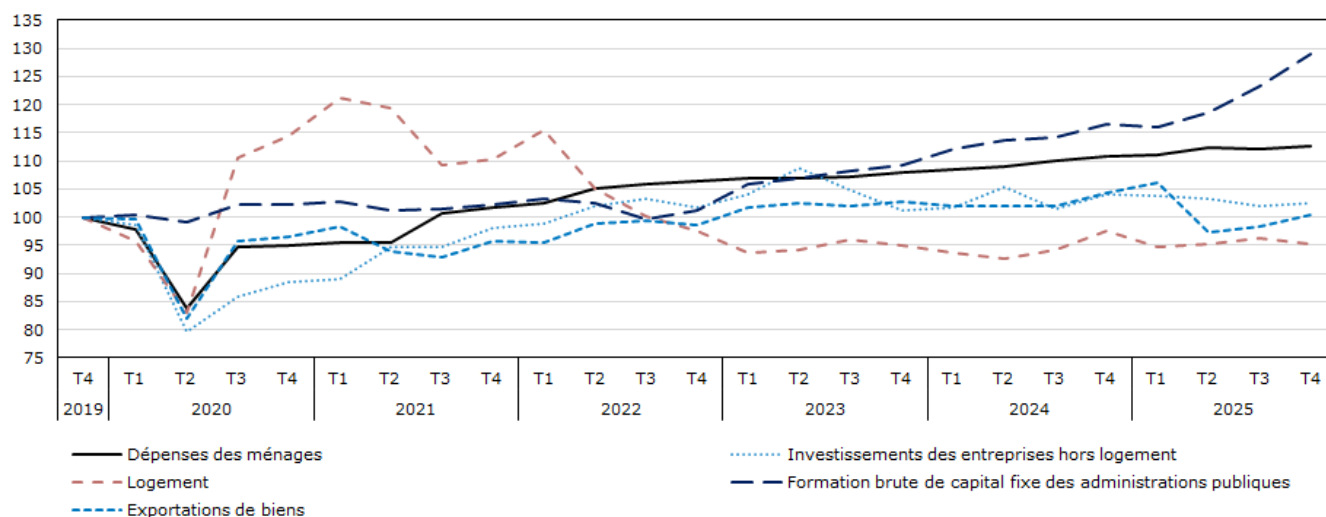


Notes : Les données sur le produit intérieur brut sont des taux de croissance trimestriels; toutes les autres données sont des contributions en points de pourcentage aux taux de croissance trimestriels du PIB réel.
Source : Statistique Canada, tableau 36-10-0104-01.

Les volumes d'exportation ont commencé à se rétablir après des baisses importantes au deuxième trimestre de 2025, lorsque les droits de douane américains sur certains rapports produits en provenance du Canada sont entrés en vigueur (graphique 2). Après une légère hausse de 0,9 % au troisième trimestre, les volumes d'exportation ont augmenté de 1,5 % au quatrième trimestre. Les exportations de produits intermédiaires en métal, principalement grâce à une augmentation des expéditions d'or et d'aluminium sous forme brute, ont soutenu cette hausse. Les expéditions de produits pétroliers raffinés pour combustibles ainsi que de produits agricoles et de la pêche ont également augmenté à la fin de 2025. En revanche, les exportations de véhicules automobiles et de leurs pièces ont reculé de 4,0 % au quatrième trimestre, la pénurie de semi-conducteurs ayant touché la production de véhicules automobiles. Au quatrième trimestre, les exportations totales de biens et de services étaient inférieures de 3,3 % aux niveaux déclarés avant le début de la perturbation du commerce à la fin de 2024.

Graphique 2
Produit intérieur brut réel, agrégats sélectionnés

indice (T4 2019=100)



Source : Statistique Canada, tableau 36-10-0104-01.

Les volumes d'importation ont augmenté de 0,3 % au quatrième trimestre après un net recul au troisième trimestre en raison de fortes baisses dans les machines d'usage industriel et les produits intermédiaires

en métal. Des expéditions plus élevées d'ordinateurs, de vêtements et de chaussures, ainsi que de minerais métalliques ont soutenu l'augmentation à la fin de 2025.

Les dépenses des ménages ont progressé de 0,4 % au quatrième trimestre, après avoir diminué de 0,2 % au troisième trimestre. Une augmentation des dépenses en loyer et en services financiers a soutenu la hausse, tandis que les dépenses en biens durables de consommation ont diminué pour le deuxième trimestre consécutif.

Les investissements non résidentiels des entreprises ont augmenté de 0,5 % au quatrième trimestre après avoir diminué pendant trois trimestres consécutifs. L'augmentation à la fin de 2025 reflétait des dépenses plus élevées en machines et matériel après un recul des dépenses au cours des deuxième et troisième trimestres, lorsque les entreprises ajustaient leurs plans d'investissement en raison d'une incertitude accrue. Les dépenses plus élevées en machines et matériel au quatrième trimestre ont été principalement motivées par les achats d'ordinateurs et d'équipements informatiques. Pendant ce temps, l'investissement dans les structures non résidentielles a diminué au quatrième trimestre, les dépenses moindres en structures d'ingénierie ayant compensé les dépenses plus élevées en bâtiments non résidentiels. Les dépenses en propriété intellectuelle ont augmenté pour la première fois depuis la fin de 2024.

L'investissement des entreprises dans le logement a diminué de 1,1 % au quatrième trimestre, lorsque l'activité de revente, les travaux de rénovation et la nouvelle construction ont tous diminué. Les investissements des administrations publiques ont continué de se renforcer à la fin de 2025, principalement grâce à des dépenses accrues en systèmes d'armes².

Mesurées sur une base annuelle, les dépenses combinées en ouvrages non résidentiels et en machines et matériel ont diminué de 1,6 % à la fin de 2025, ce qui reflète principalement une baisse des dépenses en machines et matériel. À la fin de 2025, l'investissement dans la construction de nouveaux logements a augmenté de 1,0 % par rapport aux niveaux observés au quatrième trimestre de 2024.

Le revenu disponible des ménages a augmenté de 0,6 % au quatrième trimestre, après avoir progressé de 1,1 % au troisième trimestre. Le taux d'épargne des ménages a diminué de 0,8 point de pourcentage pour atteindre 4,4 %, la croissance des dépenses en dollars nominaux ayant été supérieure à celle des revenus. La productivité du travail des entreprises, une mesure du volume de biens et de services produits par heure travaillée, a légèrement reculé de 0,1 % au quatrième trimestre après avoir augmenté de 1,1 % au troisième trimestre. Des améliorations dans les termes de l'échange avaient soutenu la croissance du revenu du deuxième semestre de 2025.

Pour l'ensemble de 2025, le PIB réel a augmenté de 1,7 % après avoir progressé de 2,0 % au cours des deux années précédentes. Une augmentation des dépenses des ménages a été le principal facteur à l'origine de la croissance, soutenue par une hausse des dépenses de consommation et d'investissement des administrations publiques. Les volumes d'exportation plus faibles ont freiné la croissance en 2025, tandis que l'investissement des entreprises non résidentielles a diminué pour la deuxième année consécutive.

Les dépenses en actifs corporels non résidentiels des organismes privés, mesurées en dollars nominaux, devraient augmenter de 2,8 % en 2026 après une légère baisse des dépenses en 2025³. Plus des deux tiers de l'augmentation prévue des dépenses en capital privé reflètent des dépenses anticipées plus

-
2. L'investissement de l'administration publique en systèmes d'armes reflète les dépenses en immobilisations de la défense dans divers actifs, y compris, mais sans s'y limiter, les véhicules, les navires, les aéronefs et les armes.
 3. Pour obtenir plus d'information sur les intentions d'investissement en immobilisations pour 2026, [Le Quotidien — Dépenses en immobilisation non résidentielles et répartitions, 2024 \(données révisées\), 2025 \(données provisoires\) et 2026 \(perspectives\)](#).

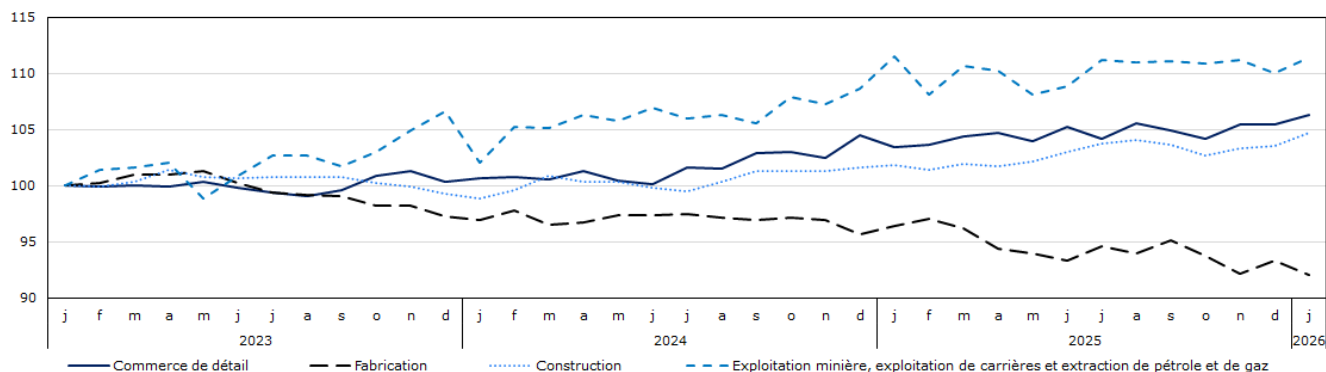
élevées en Alberta après un recul des dépenses en 2025. Les dépenses en immobilisations des actifs corporels des organismes publics devraient augmenter de 5,1 % en 2026. Les dépenses prévues plus élevées par les organismes publics représentent plus de la moitié de l'augmentation prévue des dépenses totales en immobilisations. Des dépenses en immobilisations plus élevées des organismes publics ont également stimulé la croissance des dépenses en immobilisations en 2024 et en 2025.

La production de biens a diminué au quatrième trimestre en raison d'une baisse de la production des usines de fabrication

La production à l'échelle de l'économie a légèrement diminué au quatrième trimestre de 2025, après une reprise de la production de biens, appuyée par les augmentations de l'extraction de pétrole et de gaz ainsi que de la fabrication, qui avaient soutenu la production au troisième trimestre. Les volumes de production plus faibles ont freiné la croissance à la fin de 2025, ce qui reflète des baisses chez les fabricants de machines, les fabricants de produits en bois, les fabricants de véhicules automobiles et de pièces pour véhicules automobiles, ainsi que les fabricants de produits métalliques (graphique 3). Au quatrième trimestre, 3 entreprises manufacturières sur 10 ont déclaré que les droits de douane américains sur les biens canadiens avaient une importante incidence négative sur leur entreprise, tandis que 1 fabricant sur 5 a indiqué qu'il prévoyait de retarder des investissements ou des dépenses en raison des droits de douane⁴.

Graphique 3
Produit intérieur brut réel, industriel sélectionnés

indice (janvier 2023=100)



Source : Statistique Canada, tableau 36-10-0434-01.

La production dans plusieurs industries manufacturières directement touchées par les droits de douane américains est restée en dessous des niveaux déclarés avant l'escalade des tensions commerciales. Après avoir reculé au cours du deuxième et du troisième trimestre, la production dans le groupe de la sidérurgie a connu une légère hausse au quatrième trimestre. En décembre, elle était inférieure de 4,3 % aux niveaux enregistrés à la fin de 2024. La production chez les producteurs d'aluminium a diminué pendant quatre trimestres consécutifs et a reculé de 19,5 % d'une année sur l'autre en décembre. La production chez les fabricants de produits en bois a diminué de 8,1 %⁵.

La production combinée des fabricants de véhicules automobiles et de leurs pièces a diminué au quatrième trimestre en raison des pénuries de semi-conducteurs qui ont affecté la production. La production a rebondi au début de l'été après une baisse de la production de véhicules automobiles au

4. Pour obtenir plus d'information, veuillez consulter l'Enquête canadienne sur la situation des entreprises, quatrième trimestre de 2025; Statistique Canada, tableau 33-10-1070-01.

5. Pour obtenir une analyse des tendances de l'emploi dans les industries fortement dépendantes de la demande des États-Unis, voir Clarke et Fields (2025).

printemps, en partie attribuable aux perturbations liées aux droits de douane. La production a augmenté pendant les mois d'automne jusqu'à ce que les pénuries de semi-conducteurs exercent une pression sur la production à la fin de l'année. À la fin de l'année, la production combinée des fabricants de véhicules automobiles et de leurs pièces était inférieure de 2,5 % aux niveaux observés à la fin de 2024, ce qui reflète une baisse de 3,5 % chez les fabricants de pièces⁶.

L'extraction de pétrole et de gaz a légèrement diminué au quatrième trimestre après une reprise de la production au troisième trimestre, à la suite des activités de mise à niveau et d'entretien au printemps. La production dans les sables bitumineux a diminué de 1,7 % au quatrième trimestre après avoir augmenté de 5,0 % au troisième trimestre. La production minière a également légèrement diminué. Malgré les baisses, les volumes de production au quatrième trimestre dans l'extraction minière, l'exploitation en carrière et l'extraction de pétrole et de gaz étaient à leur deuxième niveau le plus élevé jamais enregistré.

L'activité de construction a légèrement diminué à la fin de 2025 après avoir augmenté pendant six trimestres consécutifs. La baisse de la construction résidentielle et des travaux de génie civil a pesé sur l'activité.

Les volumes de vente au détail ont légèrement augmenté au quatrième trimestre malgré une baisse d'activité chez les concessionnaires de véhicules et de pièces automobiles. L'activité de gros a diminué, sous l'effet des baisses chez les grossistes de véhicules et de pièces automobiles et chez les grossistes de matériaux et fournitures de construction.

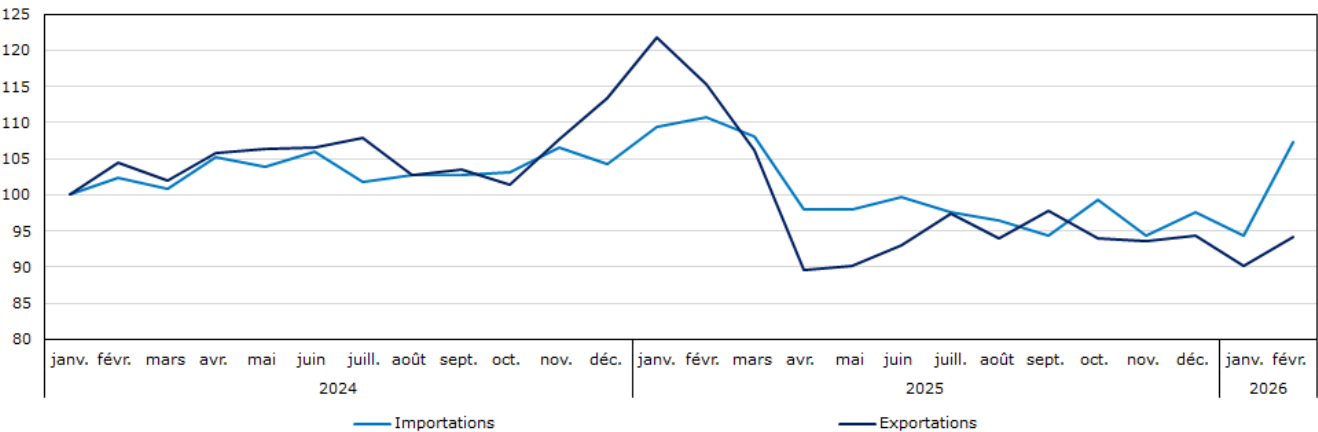
Les exportations vers les États-Unis sont restées en dessous des niveaux observés avant les droits de douane à la fin de 2025, tandis que les exportations vers des pays autres que les États-Unis ont augmenté

Au cours du second semestre de 2025, les exportations de marchandises vers les États-Unis sont restées bien en dessous des niveaux enregistrés avant les fortes baisses d'avril, lorsque les entreprises s'adaptaient aux droits de douane américains et à l'incertitude économique mondiale (graphique 4). À la fin de l'année, les exportations nominales du Canada vers les États-Unis étaient inférieures de 11,1 % aux niveaux affichés en mars 2025, et inférieures de 16,7 % aux niveaux observés en décembre 2024. Les importations nominales en provenance des États-Unis sont également restées en dessous des niveaux enregistrés avant la perturbation commerciale, en baisse de 9,8 % entre mars et décembre 2025. Plus récemment, les exportations vers les États-Unis et les importations en provenance des États-Unis ont toutes deux diminué en janvier 2026, avant de reprendre de la vigueur en février.

6. La production chez les fabricants de véhicules automobiles, mesurée d'une année à l'autre, a augmenté de 3,0 % en décembre 2025. La production de décembre 2024 a atteint son quatrième niveau mensuel le plus bas depuis le début de 2024. À la fin de 2025, la production des fabricants de véhicules automobiles était inférieure de 2,9 % aux niveaux observés en mars 2025, avant l'entrée en vigueur des droits de douane américains sur les véhicules produits au Canada.

Graphique 4
Commerce de marchandises avec les États-Unis

indice (janvier 2024=100)

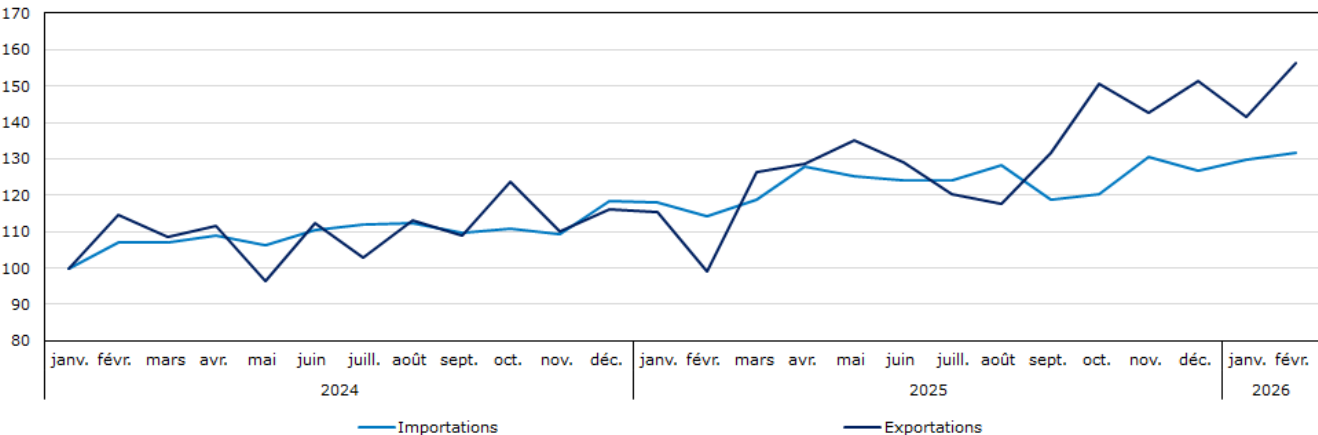


Source : Statistique Canada, tableau 12-10-0011-01.

Les exportations de marchandises du Canada vers des pays autres que les États-Unis ont augmenté au cours du second semestre de 2025 (graphique 5). Les expéditions vers les pays autres que les États-Unis ont augmenté à mesure que les perturbations commerciales se sont intensifiées vers le milieu de l'année, puis se sont renforcées durant les mois de l'automne, au moment où les entreprises continuaient de composer avec les tensions commerciales. Les exportations totales vers des pays autres que les États-Unis au cours du second semestre de l'année ont été supérieures de 10,9 % aux expéditions des six premiers mois de l'année. Les importations en provenance de pays autres que les États-Unis ont augmenté de 2,7 % au deuxième semestre de 2025.

Graphique 5
Commerce de marchandises avec les pays non américains

indice (janvier 2024=100)



Source : Statistique Canada, tableau 12-10-0011-01.

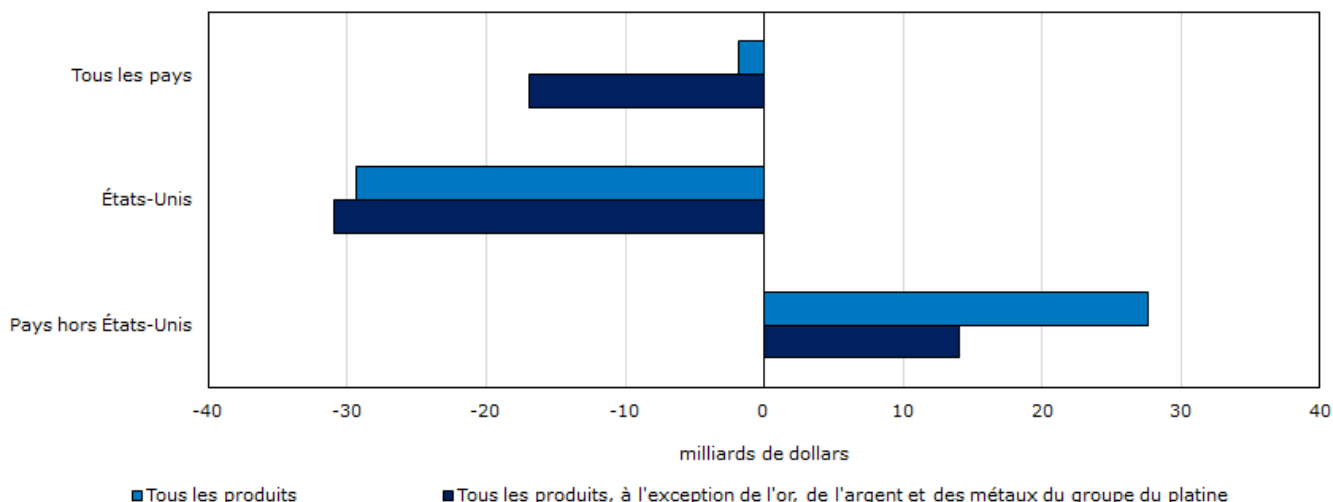
Pour l'ensemble de l'année 2025, des exportations de marchandises plus élevées vers des pays autres que les États-Unis ont largement compensé la baisse des expéditions vers les États-Unis. Mesurées sur une base douanière, les exportations intérieures de biens vers les États-Unis ont diminué de 29,4 milliards de dollars en 2025 (-5,4 %), tandis que les expéditions vers d'autres pays ont augmenté

de 27,6 milliards de dollars (+15,8 %)⁷. Une partie importante de la croissance des exportations vers des pays autres que les États-Unis reflétait une augmentation des expéditions de métaux refuges pendant que les investisseurs s'adaptaient à des niveaux élevés de risque et d'incertitude (graphique 6). Les exportations d'or, d'argent et de métaux du groupe du platine sous forme brute, et de leurs alliages, vers des pays autres que les États-Unis, en particulier les expéditions d'or de grande valeur vers le Royaume-Uni, ont augmenté de 13,5 milliards de dollars en 2025. À l'exclusion de ces expéditions de métaux précieux, les exportations de marchandises vers des pays autres que les États-Unis ont augmenté de 14,0 milliards de dollars en 2025, tandis que les expéditions vers les États-Unis ont diminué de 30,9 milliards de dollars.

Les expéditions de produits vers des régions spécifiques indiquent une augmentation de la diversification des exportations en 2025. Les exportations canadiennes à forte valeur ajoutée de produits énergétiques ont renforcé leur présence sur des marchés autres que les États-Unis, soutenues par des investissements récents dans les infrastructures de transport et de nouvelles installations de production. Les exportations annuelles de produits énergétiques vers des pays autres que les États-Unis ont augmenté de 22,3 % pour atteindre 28,8 milliards de dollars en 2025, soutenues par des expéditions plus importantes vers la Chine, Hong Kong et les Pays-Bas. Les exportations d'énergie vers Singapour, l'Allemagne et l'Italie ont également augmenté. Les exportations de produits en aluminium, qui sont soumises à des droits de douane américains depuis mars 2025, sont passées de 738 millions de dollars en 2024 à 2,1 milliards de dollars en 2025, principalement grâce à une augmentation des expéditions vers les Pays-Bas et l'Italie.

Graphique 6

Variation annuelle des exportations nationales par région de destination, de 2024 à 2025



Notes : Les exportations nationales désignent les exportations de biens cultivés, extraits ou fabriqués au Canada.

Source : Statistique Canada, tableau 12-10-0182-01.

Le recul du commerce de marchandises entre le Canada et les États-Unis en 2025 a eu une incidence considérable sur la position commerciale globale du Canada. L'excédent commercial de marchandises du Canada avec les États-Unis, mesuré sur la base de la balance des paiements, s'est rétréci pour passer de 101,3 milliards de dollars en 2024 à 80,9 milliards de dollars en 2025. Lorsque les tensions commerciales s'intensifiaient au cours du printemps et de l'été 2025, de fortes réductions de l'excédent commercial du Canada avec les États-Unis ont entraîné des déficits commerciaux globaux plus importants. Par conséquent, le déficit commercial de marchandises du Canada avec le monde s'est élargi.

7. Les exportations nationales correspondent aux biens qui ont été cultivés, extraits ou fabriqués au Canada et excluent les réexportations.

pour passer de 7,2 milliards de dollars en 2024 à 32,0 milliards de dollars en 2025. Le recul du commerce entre le Canada et les États-Unis a également poussé le déficit du compte courant du Canada à 30,4 milliards de dollars en 2025, financé principalement par des entrées de devises et de dépôts ainsi que par des investissements directs étrangers⁸.

Les investissements directs canadiens aux États-Unis ont reculé en 2025

Les investissements directs de l'étranger au Canada ont augmenté en 2025 lorsque les entreprises canadiennes composaient avec les tensions commerciales et l'incertitude géopolitique. Les investissements directs étrangers au Canada se sont élevés à 96,8 milliards de dollars en 2025, le plus important afflux annuel depuis 2007. Bien que plus de la moitié de ces investissements directs entrants proviennent des États-Unis, les investissements directs en provenance d'autres pays ont augmenté de 13,1 milliards de dollars pour atteindre 45,6 milliards de dollars⁹. En revanche, les investissements directs canadiens à l'étranger ont diminué de plus d'un tiers pour atteindre 79,4 milliards de dollars en 2025, le niveau annuel de dépenses le plus bas depuis 2020. La quasi-totalité de la baisse des investissements directs canadiens à l'étranger reflétait une diminution des dépenses aux États-Unis.

Alors que les investissements directs canadiens aux États-Unis ont diminué, l'investissement de portefeuille canadien aux États-Unis s'est accru. Les investisseurs canadiens ont accru leur exposition aux titres américains avec des acquisitions nettes totalisant 112,5 milliards de dollars en 2025, soit une augmentation de 29,0 milliards de dollars par rapport aux niveaux de 2024. L'augmentation nette reflétait des acquisitions plus élevées d'actions américaines¹⁰.

Les conditions du marché du travail ont montré des signes d'amélioration vers la fin de 2025

Alors que l'élan sur le marché du travail a diminué en 2025 avec l'escalade des tensions commerciales, les conditions du marché du travail ont commencé à montrer des signes d'amélioration dans la seconde moitié de l'année. Après une absence de croissance nette de l'emploi de janvier à août, l'emploi a augmenté de septembre à novembre avant de se stabiliser à la fin de l'année. Les hausses cumulatives au cours des quatre derniers mois de 2025 se sont élevées à 189 000. L'augmentation de l'emploi parmi les employés du secteur privé a représenté les trois quarts de cette hausse. Les hausses au cours de cette période de quatre mois ont principalement été observées en Ontario et en Alberta.

Le taux de chômage à la fin de l'année était de 6,8 %, après avoir été légèrement supérieur à 7 % en août et septembre¹¹. Le taux d'emploi, c'est-à-dire le pourcentage de personnes en âge de travailler qui ont un emploi, était de 60,9 % en décembre après avoir chuté à un creux de quatre ans de 60,5 % en août (graphique 7).

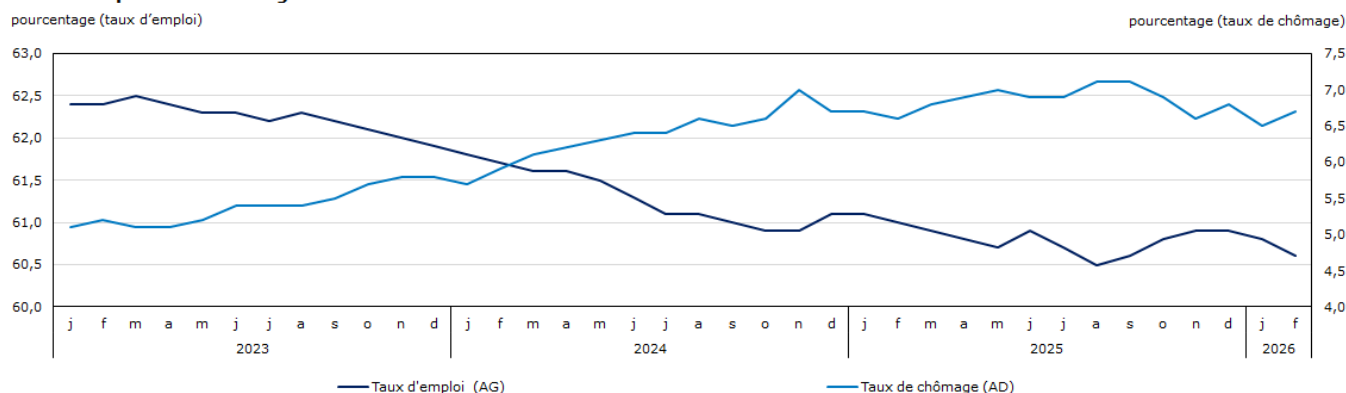
8. Après avoir affiché un déficit record du compte courant de 21,0 milliards de dollars au deuxième trimestre, le déficit du compte courant s'est réduit à 5,3 milliards de dollars au troisième trimestre et à 700 millions de dollars au quatrième; voir le [tableau 36-10-0018-01 de Statistique Canada](#).

9. Les flux d'investissements directs en provenance des États-Unis se sont élevés à 51,2 milliards de dollars en 2025, en baisse de 3,1 milliards de dollars par rapport aux niveaux affichés en 2024.

10. Pour obtenir une analyse des transactions internationales du Canada en valeurs mobilières durant les premières phases du conflit commercial, voir [Gellatly et Simard \(2025\)](#).

11. Le taux de chômage était de 7,1 % en août et en septembre, ce qui représente le taux le plus élevé depuis celui enregistré en mai 2016, à l'exception de la période de pandémie.

Graphique 7
Taux d'emploi et de chômage

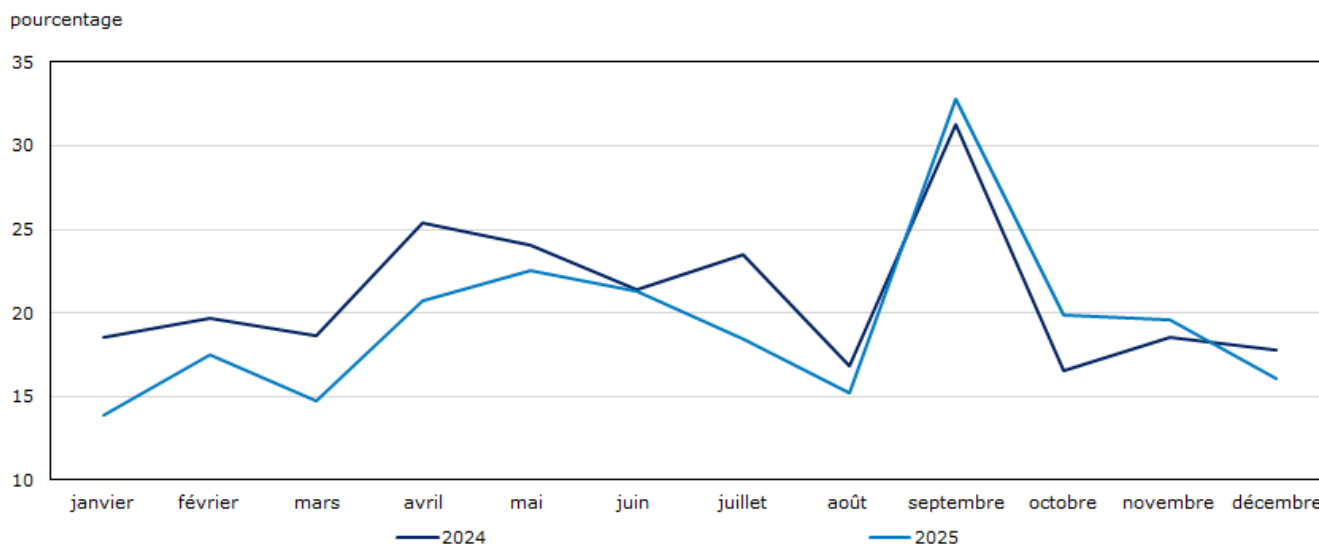


Notes : AG désigne l'axe de gauche et AD l'axe de droite.

Source : Statistique Canada, tableau 14-10-0287-01.

L'escalade des tensions commerciales et l'incertitude économique ont pesé sur le rythme des embauches en 2025. De janvier à août, le taux de recherche d'emploi — la proportion de chercheurs d'emploi ayant trouvé un emploi d'un mois à l'autre — a atteint en moyenne 18,1 %, nettement inférieur au taux moyen de 21,0 % enregistré au cours des huit premiers mois de 2024¹². À mesure que les conditions du marché du travail se sont améliorées à l'automne, le taux de recherche d'emploi s'est davantage aligné sur les niveaux déclarés aux mêmes mois avant la perturbation commerciale de 2024 (graphique 8). Le taux moyen de recherche d'emploi était de 22,1 % de septembre à décembre 2025, en hausse par rapport à 21,0 % au cours des quatre derniers mois de 2024.

Graphique 8
Taux de placement, 2024 et 2025



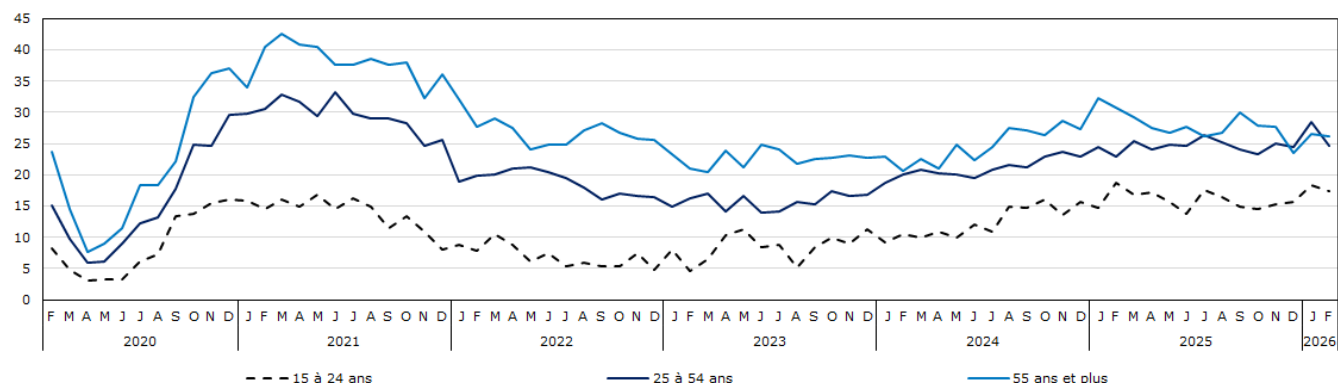
Source : Enquête sur la population active, tableaux spéciaux.

Les taux de chômage de longue durée sont restés élevés tout au long de 2025. Parmi les 1,55 million de personnes au chômage en décembre 2025, 21,9 % d'entre elles étaient en situation de chômage de longue durée et recherchaient un emploi de manière continue depuis 27 semaines ou plus (graphique 9). Cette proportion a légèrement augmenté par rapport à décembre 2024, ce qui reflète une incidence plus

12. Pour obtenir un aperçu des conditions du marché du travail en 2025, voir [l'article dans Le Quotidien](#) sur l'Enquête sur la population active de décembre 2025.

élevée du chômage de longue durée chez les travailleurs en âge de travailler (graphique 9). Depuis le milieu de 2024, la proportion des personnes au chômage connaissant un chômage de longue durée est nettement supérieure aux niveaux enregistrés avant la pandémie de COVID-19.

Graphique 9
Part des chômeurs ayant recherché un emploi ou ayant été mis en chômage technique pendant 27 semaines ou plus
pourcentage



Source : Statistique Canada, tableau 14-10-0342-01.

Après une tendance à la baisse au cours des huit premiers mois de 2025, le nombre de postes vacants a augmenté à la fin de 2025. En décembre, il y avait 505 900 postes vacants, soit une diminution de 29 100 par rapport à l'année précédente. Le ratio de personnes au chômage par rapport aux postes vacants était de 3,1 à la fin de l'année.

Les jeunes ont subi le poids d'un marché du travail difficile en 2025

Les jeunes Canadiens ont continué à faire face à des conditions difficiles sur le marché du travail tout au long de 2025. Après une saison estivale de recrutement difficile, le taux de chômage chez les 15 à 24 ans a atteint 14,6 % en septembre, le taux le plus élevé depuis septembre 2010, en dehors de la période pandémique. Après huit mois consécutifs sans augmentation d'un mois à l'autre, l'emploi des jeunes a augmenté en octobre et novembre 2025 avant de diminuer légèrement en décembre. À la fin de l'année, le taux de chômage chez les 15 à 24 ans était de 13,3 %, et le taux d'emploi chez les jeunes était de 54,8 %. Parmi les jeunes en Ontario, ces taux étaient respectivement de 15,6 % et de 52,0 %.

Conditions du marché du travail plus faibles au début de 2026

Plus récemment, des baisses cumulatives de l'emploi de 109 000 au cours des deux premiers mois de 2026 ont pesé sur les perspectives du marché du travail. Un peu plus de la moitié de ces pertes cumulatives concernaient des emplois à temps plein, et toute la diminution nette concernait les employés du secteur privé. L'emploi chez les travailleurs en âge de travailler a diminué de 62 000 au cours des deux premiers mois de l'année. Les pertes nettes en janvier et en février étaient concentrées en Ontario et au Québec.

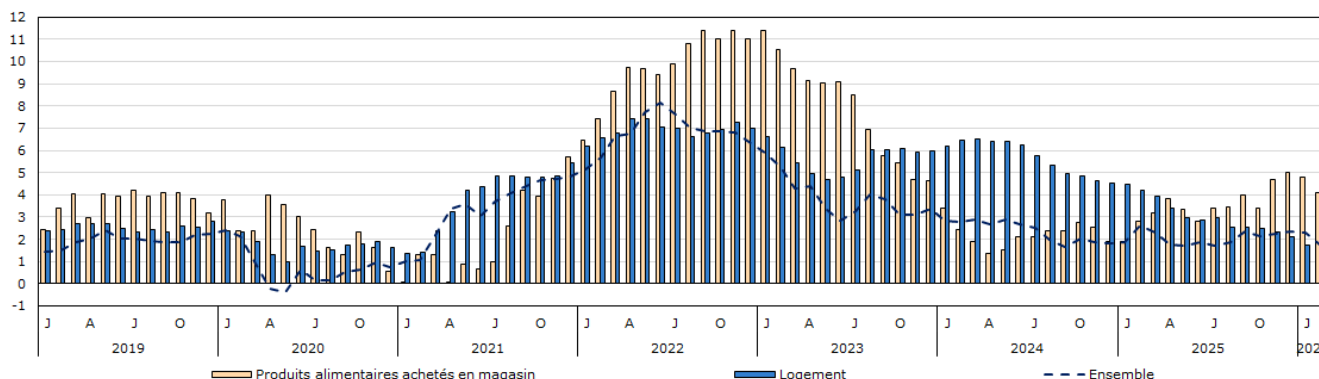
Les conditions du marché du travail se sont détériorées chez les jeunes au début de 2026. Après une contraction de 23 000 emplois à la fin de 2025, l'emploi des jeunes a diminué de 64 000 en janvier et février. Le taux de chômage chez les 15 à 24 ans a été légèrement supérieur à 14 % en février, tandis que le pourcentage de jeunes employés a diminué pour se fixer à 53,7 %, juste au-dessus du récent creux enregistré en septembre 2025.

La hausse des prix dans les épiceries exerce une pression à la hausse sur l'inflation des prix à la consommation en 2025

Après cinq mois consécutifs en dessous du point médian de la fourchette cible de la Banque du Canada, l'inflation globale des prix à la consommation a été supérieure à 2 % au cours des quatre derniers mois de 2025 pour atteindre une moyenne de 2,3 % de septembre à décembre. La baisse des prix de l'énergie, qui reflète en partie l'élimination de la tarification du carbone en avril 2025, exerce une pression à la baisse sur le taux global. Les prix de l'essence ont diminué d'une année à l'autre de mars à décembre 2025 et ont terminé l'année en baisse de 13,8 % par rapport aux prix à la pompe observés 12 mois plus tôt. À l'exclusion de l'essence, la croissance des prix à la consommation a atteint en moyenne 2,6 % au cours de la deuxième moitié de l'année. Pendant ce temps, les hausses annuelles des prix des produits dans les épiceries ont exercé une pression à la hausse sur l'inflation globale pour atteindre une moyenne de 4,0 % de juillet à décembre 2025 (graphique 10). Les prix de la viande ont augmenté de 8,5 % au cours des 12 mois ayant précédé décembre, principalement en raison de la hausse des prix du bœuf frais ou congelé. Les frais de logement, mesurés d'une année à l'autre, ont continué de ralentir au cours du second semestre de 2025, et les coûts des intérêts hypothécaires ont diminué.

Graphique 10
Indice des prix à la consommation

variation en pourcentage d'une année sur l'autre



Source : Statistique Canada, tableau 18-10-0004-01.

Après avoir diminué pour se chiffrer à 2,3 % en janvier 2026, le taux global a ralenti pour s'établir à 1,8 % en février, les effets de base liés à l'élimination de la taxe sur les biens et services et de la taxe de vente harmonisée à la mi-février 2025 ayant exercé une pression à la baisse sur le taux global. L'inflation des prix dans les épiceries a ralenti pour atteindre 4,1 % en février, la croissance des prix ayant diminué pour une large gamme d'articles. À l'exclusion de l'incidence des aliments achetés en magasin ou au restaurant, la croissance des prix à la consommation a été de 1,1 % en février 2026, soit le rythme de croissance des prix le plus lent en cinq ans.

Même si les droits de douane ont eu des répercussions directes et indirectes sur les prix de divers biens de consommation au cours de l'année écoulée — y compris les voitures neuves, les vêtements et les chaussures, certains appareils ménagers, une gamme d'articles d'épicerie et les services de voyage — leur incidence globale sur les prix à la consommation est difficile à évaluer lorsque les entreprises et les consommateurs continuent de composer avec les effets des tensions commerciales. Les coûts liés aux droits de douane demeureront une source majeure de pression sur les prix. Au début de 2026, près de

1 entreprise sur 5 a déclaré qu'elle était très susceptible de transmettre les augmentations des coûts liées aux droits de douane à ses clients au cours de l'année à venir, y compris 3 fabricants sur 10¹³.

La richesse des ménages a augmenté à la fin de 2025 et le ratio de la dette au revenu a légèrement augmenté

Après avoir augmenté de 408,6 milliards de dollars au troisième trimestre, la valeur nette des ménages s'est accrue de 230,2 milliards de dollars au quatrième trimestre sous l'effet du renforcement continu des marchés boursiers. La valeur nette des ménages, qui s'est élevée à 18,6 billions de dollars, a augmenté pendant neuf trimestres consécutifs. Les hausses cumulatives enregistrées au cours de cette période étaient presque entièrement attribuables à l'augmentation de la valeur des actifs financiers.

Les emprunts des ménages sur le marché du crédit ont ralenti pour atteindre 36,2 milliards de dollars au quatrième trimestre et la demande de dettes non hypothécaires a diminué. Au quatrième trimestre, les emprunts hypothécaires se sont élevés à 28,7 milliards de dollars, en hausse par rapport à 26,8 milliards de dollars au troisième trimestre. Le ratio de la dette des ménages sur le marché du crédit par rapport au revenu disponible a continué de s'accroître pendant la deuxième moitié de l'année pour passer de 176,3 % au troisième trimestre à 177,2 % au quatrième trimestre. Le ratio du service de la dette des ménages a légèrement diminué au cours de la deuxième moitié de l'année et les coûts d'intérêts hypothécaires ont ralenti.

Bibliographie

Clarke, S. et A. Fields. 2025. « [Les tendances récentes en matière d'emploi dans les industries dépendantes de la demande des États-Unis](#) », *Rapports économiques et sociaux*, produit n° 36-28-0001 au catalogue de Statistique Canada, Ottawa.

Gellatly, G. et É. Simard. 2025. « [Opérations internationales en valeurs mobilières dans le contexte des récents événements commerciaux entre le Canada et les États-Unis](#) », *Rapports économiques et sociaux*, produit n° 36-28-0001 au catalogue de Statistique Canada, Ottawa.

Statistique Canada. 2025. « [De la recherche aux connaissances : l'économie du Canada dans le contexte des récents développements du commerce entre le Canada et les États-Unis](#) », *Une série de présentations de Statistique Canada sur l'économie, l'environnement et la société*, produit n° 11-631-X au catalogue de Statistique Canada, Ottawa.

13. Les estimations sont fondées sur les données de l'Enquête canadienne sur la situation des entreprises pour le premier trimestre de 2026.